

Arrêt notifié aux parties par lettre n° 79 et 88/GC/CB du 27/2/87

N°13/GA du Répertoire

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

N°74-19/GA du Greffe

COUR POPULAIRE CENTRALE

Arrêt du 30 Septembre 1986

AHOUANDE Mathurin

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

Ministre de l'Intérieur

Vu la requête en date du 28 Novembre 1974, enregistrée sous n°723/GCS du 5 Décembre 1974 par laquelle le nommé AHOUANDE Mathurin, ex-Gardien de Paix Stagiaire a saisi la Cour d'une instance en annulation de la décision n°191/MIS du 22 Août 1974 par laquelle le Ministre de l'Intérieur l'a révoqué de ses fonctions pour faute grave contre l'honneur et de nature à déconsidérer la fonction;

Vu la communication sous n°144/GCS du 19 Février 1975 faite au Ministre de l'Intérieur pour ses observations sur la requête susvisée du requérant;

Vu la lettre n°135/MIS/CAB du 22 Avril 1975 enregistrée sous n°284/GCS du 23 Avril 1975 par laquelle l'Administration invoque son droit à sanction en se fondant sur l'ordonnance n°69-49/PR/MIS du 2 Décembre 1969 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale ;

Vu le mémoire ampliatif en date du 2 Juillet 1976 enregistré sous n°356/GCS du 6 Juillet 1976 par lequel le requérant a sollicité qu'il plaise à la Cour annuler la décision attaquée pour violation des principes généraux du droit relatif aux garanties de la défense et violation de la loi;

Vu la lettre n°3492/MISON/DE/SCAA du 15 Décembre 1976 par laquelle le Ministre de l'Intérieur en réplique au mémoire ampliatif du requérant, confirme les termes de ses observations du 22 Avril 1975 susvisées;

Vu la consignation constatée par reçu n°15/75 du 21 Mars 1975 du Greffe;

Vu toutes les pièces du dossier;

Vu l'ordonnance 21/PR du 26 Avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême;

Vu l'ordonnance 69-42/PR/MIS du 2 Décembre 1969 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale;

07 .../...

Vu l'ordonnance n°71-34/CP/MIS du 5 Juillet 1971 modifiant les articles 25, 26 et 46 de l'ordonnance 69-42/PR/MIS précitée du 2 Décembre 1969;

--Vu la loi n°81-004 du 23 Mars 1981 portant Organisation Judiciaire;

--Où le Président-Rapporteur en son rapport;

Où l'Avocat Général en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

EN LA FORME:

Considérant que le recours susvisé de AHOUANDJE Mathurin est recevable comme ayant été introduit selon les dispositions réglementaires;

AU FOND:

Considérant que le requérant AHOUANDJE défère à la censure de la Cour la décision n°191/MIS du 22 Août 1974 par laquelle le Ministre de l'Intérieur a mis fin à son stage de Gardien de la Paix;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que le requérant qui était en service de vérification et de contrôle dans un marché de Cotonou avait eu pour mission de conduire à la Direction de la Sécurité tout individu ne pouvant justifier par des documents incontestables de son identité;

Considérant qu'ayant arrêté une personne d'origine étrangère démunie de toute pièce d'identité et ne parlant que la langue anglaise, AHOUANDJE ~~xxx~~ conduite chez un commerçant de la place, de même origine et nationalité que le suspect, pour le compte de qui il serait employé;

Considérant qu'outre ce manquement à un ordre de mission AHOUANDJE avait relâché la personne arrêtée et avait reçu et accepté de l'employeur prétendu, une somme de mille (1.000) francs pour le récompenser "de sa patience à accompagner" cet individu;

Considérant qu'à la suite de la sanction prise à son égard, AHOUANDJE prétend que son comportement n'est nullement fautif et qu'en tout état de cause, la décision ministérielle a été prise en violation des règles de garanties statutaires;

Considérant sur la première branche du moyen que le fait

0/

pour un agent des Forces de Sécurité ayant reçu des instructions formelles, de prendre sur lui d'accompagner à un domicile privé un suspect et de l'y relaxer sans s'être au préalable assuré qu'il n'était pas recherché par les services publics constitués sans contester une faute imputable à cet agent;

Considérant au surplus que l'acceptation par AHOUANDJE d'un don pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions caractérise une corruption de cet agent et relève de ce fait d'un manquement aux obligations de sa charge;

Considérant sur la seconde branche du moyen qu'il résulte de l'article 29 de l'ordonnance 69-42 du 2 Décembre 1969 que le "Ministre de l'Intérieur, sur rapport motivé du Directeur de la Sûreté peut, en cas de faute lourde, mettre fin au stage des personnels stagiaires";

Considérant que les articles 46 à 50 de l'ordonnance précitée réglementant la procédure disciplinaire ne visent les personnels de cadre;

Considérant qu'il s'ensuit que l'ordonnance organisant les corps des personnels de la Police a entendu exclure les personnels stagiaires de Police des règles ordinaires de garantie des fonctionnaires;

Considérant en tout état de cause que le rapport préalable et motivé du Directeur de la Sûreté constitue une garantie non négligeable contre l'arbitraire de l'Administration;

Considérant en conséquence qu'en ne convoquant pas au préalable la Commission Paritaire de Discipline avant d'avoir pris la décision querellée du 22 Août 1974, l'Administration n'a pas violé les dispositions de l'ordonnance 69-42 du 2 Décembre 1969 et que AHOUANDJE n'est pas fondé à en demander l'annulation.

PAR CES MOTIFS:

D E C I D E:

Article 1er. - La requête susvisée de AHOUANDJE Mathurin est recevable en la forme;

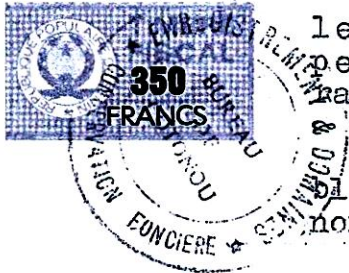
Article 2. - Ladite requête est rejetée;

Article 3. - Les dépens seront à la charge du requérant;

Article 4. - Notification de la présente décision sera faite à AHOUANDJE Mathurin, au Ministre de l'Intérieur et au Procureur Général du Parquet Populaire Central.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Populaire Centrale (Chambre Administrative) composée des Camarades:

01 .../...



Alexandre PARAISSO, Président de la Chambre Administrative, PRESIDENT;

Mouineu AMINOU et Laurent LIKE, Juges Professionnels, CONSEILLERS;

Jean-Marie GNAMBODE et Hubert GNONHOUE, Juges Populaires non Professionnels, CONSEILLERS;

Et prononcé à l'audience publique du Mardi trente
Septembre mil neuf cent quatre vingt six, la Chambre étant
composée comme il est dit ci-dessus en présence du Camarade
Pierre AHLINVI COMLAN, Avocat Général de la Section Administrative, MINISTERE PUBLIC;

Et de maître Justin TOUMATOU, GREFFIER.

Et ont signé:

Le Président,

Le Greffier,

[Signature]
A. PARAISSO.

[Signature]
J. TOUMATOU.-

E - 2000f
Enregistré à Cotonou le 19-12-1986

Fo 74

Casa 1142

Reçu deux mille francs

L'Inspecteur de l'Enregistrement

[Signature]
C. FOLLY

